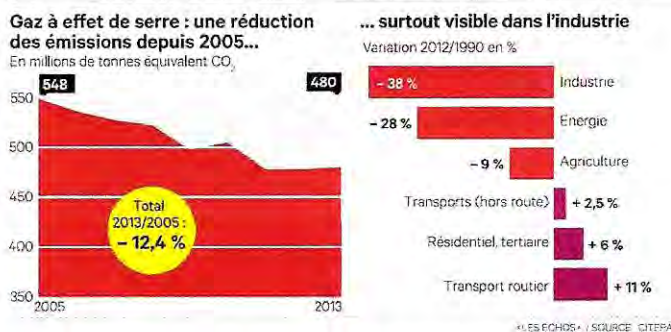


# Gaz à effet de serre : les rejets en baisse quasi générale

JOEL GOSSARDEAUX / CHEF DE SERVICE ADJOINT | LE 12/09 À 06:00



Gaz à effet de serre : les rejets en baisse quasi générale

1 / 1

Entre 1990 et 2012, les gaz à effet de serre émis en France ont diminué de 13 %. L'industrie a fait de gros progrès. Mais les transports et l'habitat restent à la traîne.

Paris a bien mérité d'accueillir en 2015 la conférence mondiale sur le climat, où les Etats vont devoir sceller de nouveaux engagements pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). La France tient déjà, et très haut la main, les objectifs qu'elle a pris dans le cadre du traité international de Kyoto, en vigueur depuis 2005. « Les objectifs fixés pour la France sur la période 2008-2012 ont bien été atteints », estiment les experts du Citepa (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique), un organisme chargé par le ministère de l'Ecologie de comptabiliser toutes les émissions de GES et de polluants atmosphériques.

Entre 1990 et 2012, dernière année inventoriée, les GES émis à partir du sol français ont diminué de 13 %. « L'objectif de Kyoto était de stabiliser nos émissions », rappelle Julien Vincent, du Citepa. La France dégage 10 % de gaz carbonique en moins (70 % des GES). Les émissions de protoxyde d'azote et de méthane, le plus souvent dues à l'élevage et à l'agriculture, diminuent respectivement de 14 et 37 %.

A quoi tiennent ces résultats ? Pour beaucoup à l'industrie. La production, crise oblige, a baissé et ses rejets ont reculé de 38 %. « Les niveaux d'émission les plus bas enregistrés depuis le début des observations interviennent sur la période 2009-2012 », observent les experts du Citepa. Mais ces bons scores sont aussi imputables aux dispositifs de réduction installés « en sortie de cheminée ». Le secteur de l'énergie s'est fait plus propre (- 28 %). « Passage du charbon au gaz, amélioration de l'efficacité énergétique et des process ; tous ces facteurs ont joué », explique Julien Vincent.

## Les émissions de HFC s'envolent

Pour autant, les indicateurs ne sont pas au vert partout. L'habitat et surtout les transports (+ 11 % pour la route) rejettent plus de GES qu'auparavant. Et certaines émissions montent en flèche : + 350 % pour celles d'hydro-fluoro-carbone (HFC), un fluide frigorigène utilisé pour produire du froid et climatiser les bâtiments (logement, bureaux, entrepôts, etc.). Ironie du sort, ce gaz, encore marginalement responsable (4 %) des émissions de GES en France mais à très fort pouvoir de réchauffement (jusqu'à



11.700 fois plus que le CO<sup>2</sup>), a été substitué au chloro-fluoro-carbone, qui faisait des trous dans la couche d'ozone.

La tendance est également à la baisse pour les émissions hors gaz à effet de serre. Celles de soufre, génératrices des « pluies acides » observées dans les années 1980, ont été presque divisées par six. Celles des composés organiques volatils (COV), issus des peintures et des solvants, ont diminué de 76 %. Et elles l'ont fait d'ailleurs plus vite dans l'industrie que dans l'habitat. ●

**Joël Cossardeaux, Les Echos**

**@JolCossardeaux**

**D'autres vidéos à voir sur le web**

**Nouvelle concentration record des gaz à effet de serre en 2013**



# Planète terre, mode d'emploi

Le 16 septembre 2014 par Valéry Laramée de Tannenberg

< <http://www.journaldelenvironnement.net/article/planete-terre-mode-d-emploi,50004?xtor=EPR-9> >

**Booster l'économie mondiale tout en luttant contre le changement climatique, c'est possible. Un groupe international de personnalités proposent quelques solutions audacieuses, bien loin du projet de loi sur la transition énergétique.**

Voilà une étude qui tombe à pic. Une semaine avant l'ouverture du sommet de l'ONU sur le climat, 24 anciens chefs d'Etat, ministres, entrepreneurs, scientifiques et élus donnent leur vision du monde. Dans < **un rapport de 72 pages** > dont la rédaction a été coordonnée par < **l'économiste Nicholas Stern** >, le prestigieux aréopage rappelle quelques fondamentaux. Sans action d'ampleur menée urgemment, le climat mondial devrait prendre un coup de chaud de 4°C d'ici la fin du siècle. Le gros des efforts est à mener dans les villes qui produisent 80% du PIB mondial et consomment 70% de l'énergie finale.

Au vu de la vitesse de dégradation des sols agricoles et de l'accroissement de la population, la sécurité alimentaire pourrait être compromise dans certaines régions. Une population plus importante, qui aura des besoins sans cesse croissants, annonce une forte hausse de la consommation d'énergie. Bref, sans une importante inflexion de notre développement, la route s'annonce chaotique.

## REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX ENERGIES FOSSILES

A moins, bien sûr, que l'on fasse bouger quelques curseurs économiques, -ce que proposent les 24 signataires de l'étude. Leur première recommandation est de rétablir une certaine vérité des coûts énergétiques, tout d'abord, en éliminant rapidement les subventions données à la consommation d'énergies fossiles. Selon des estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les états (France comprise) consacrent près de 600 milliards de dollars par an (463 milliards d'euros) à réduire artificiellement le prix des carburants et combustibles. *A contrario*, le montant des aides publiques aux énergies renouvelables, tellement décrié, ne dépasse pas les 100 Md\$/an (77 Md€). Renchérir le prix de l'énergie ne suffira pas.

Les auteurs du rapport sur la nouvelle économie du climat militent aussi pour l'instauration d'un prix du carbone. Une élégante façon d'inciter les acteurs économiques à maîtriser leurs émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de remplir les caisses des trésors publics, bien vides jusqu'à présent. Car, de l'argent, il en faudra, rappelle l'aréopage. *«Pour favoriser l'émergence de la prochaine vague de technologies bas carbone efficaces, les investissements publics dans la recherche-développement du secteur énergétique devra tripler et atteindre 100 Md\$/an vers 2025»*, estiment-ils.

## ELIMINER LA DEFORESTATION

Partout, il faudra moderniser et étendre les infrastructures de transport collectif, les systèmes énergétiques et d'adduction d'eau. L'urbanisme devra être réformé pour que les cités du futur soient plus denses et plus compactes qu'elles ne le sont aujourd'hui, en particulier dans le Nouveau monde. Les auteurs proposent aussi de financer la protection des forêts de sorte que la déforestation (émettrice de GES) s'arrête vers 2030. Coût: 5 Md\$/an. Ils recommandent aussi chaudement de partir à la reconquête de 150 millions d'hectares de terres dégradées. De quoi améliorer l'ordinaire alimentaire de plus de 200 millions de personnes.

Le montant du devis, on l'imagine, est considérable. De l'ordre de 90.000 Md\$ (69.521 Md€) en l'espace de 15 ans. Aussi considérable soit-il, ce chiffre doit être relativisé. Il ne représente, somme toute, que 1% à 4% du PIB mondial des 15 prochaines années. Dans son précédent rapport sur l'économie du climat, Nicholas Stern estimait le prix de l'adaptation et de l'atténuation à environ 1% du PIB mondial. Dans les deux cas, le formidable coup de pouce donné aux investissements, tant scientifiques que productifs, dynamisera l'activité économique sans nuire aux grands équilibres écologiques.



# Jean Jouzel: «La France n'échappera pas au réchauffement climatique»

Le 08 septembre 2014 par Stéphanie Senet



Coordonné par Jean Jouzel, le nouveau rapport de l'Onerc précise les effets régionaux

**Dans un rapport remis le 6 septembre au ministère de l'écologie, l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (Onerc) précise concrètement la hausse des températures et des événements climatiques extrêmes attendue dans l'Hexagone d'ici la fin du siècle.**

«Ce nouveau rapport sur les scénarios régionalisés montre de façon plus concrète les effets du réchauffement climatique en France et améliore les prévisions régionales, à une résolution de l'ordre de 12 kilomètres», explique au JDLE le climatologue Jean Jouzel, coordinateur de [cette étude](#) réalisée à partir des modèles hexagonaux développés par Météo France et l'Institut Pierre Simon Laplace (IPSL). Le rapport avait été commandé il y a 4 ans par Chantal Jouanno, alors secrétaire d'Etat à l'écologie.

Autre nouveauté par rapport aux précédents opus: ces simulations s'appuient sur les nouveaux scénarios issus du 5e rapport du Giec[1], de type RCP et non plus Sres. De nouveaux scénarios visant à contenir le réchauffement sous la barre des 2°C (via le scénario 2.6, le moins émetteur), contrairement aux scénarios plus émetteurs 4.5, 6 et 8.5.

Quel que soit le scénario retenu, l'horizon 2021-2050 enregistrera une hausse des températures moyennes comprise entre 0,6 et 1,3°C par rapport à la période de référence 1976-2005. Des records devraient être atteints dans le Sud-est où la hausse sera comprise entre 1,5 et 2°C. «S'il y a peu de différences selon les scénarios, c'est parce que cette hausse dépend de ce qui se trouve déjà dans l'atmosphère», explique Jean Jouzel.

Autre conséquence irrémédiable: les vagues de chaleur seront plus nombreuses : jusqu'à 5 jours supplémentaires sur l'ensemble du territoire et de 5 à 10 jours en plus dans le Sud-est.

De leur côté, les jours les plus froids seront moins fréquents: de 1 à 4 jours en moins en moyenne sur le territoire et jusqu'à 6 jours dans le quart nord-est du pays.

Enfin, les précipitations connaîtront une hausse allant jusqu'à 42 millimètres par jour, en moyenne, sachant que leur distribution géographique reste encore incertaine.

## **JUSQU'A 5°C DE PLUS DANS LE SUD-EST DES 2071**

A l'horizon 2071-2100, les résultats s'avèrent encore plus alarmants mais aussi très différents selon le scénario. Au cours de l'été, le mercure grimpera ainsi de 1,3°C selon le scénario RCP 2.6, le moins émetteur, et entre 2,6 et 5,3°C selon le scénario RCP 8.5, régions d'Outre-mer comprises. Le Sud-est de la métropole sera, là encore, le plus touché avec des hausses fréquentes de 5°C par rapport à la période 1976-2005.

Le calendrier des vagues de chaleur sera plus important (au moins 20 jours supplémentaires selon le scénario 8.5) tandis que le nombre de jours de froid extrême diminuera (de 6 à 10 de moins dans le Nord-est).

Côté précipitations, les prévisions oscillent selon les modèles (Aladin-Climat ou WRF) mais une chose est sûre, le taux de précipitations extrêmes sera accentué de 5% sur l'ensemble du territoire (selon le scénario 8.5), avec un record de 10% dans le Nord-est. Les épisodes de sécheresse seront par ailleurs plus nombreux dans une large partie sud du pays.

## **SOUS LA BARRE DES 2°C**

«Ce rapport aide à une prise de conscience, non pas pour un discours catastrophiste mais pour donner une clé pour agir», a réagi le 6 septembre la ministre de l'écologie, lors de la remise de ces conclusions. Elle a ajouté que le projet de loi sur la transition énergétique (PLTE) comprendrait la nouvelle obligation, pour les bâtiments publics neufs ou les bâtiments bénéficiant de subventions publiques, «d'être à énergie positive».

«Seule une réduction des émissions globales de gaz à effet de serre par 2, voire par 3, entre 2050 et 2100 nous permettra de contenir le réchauffement sous la barre des 2°C, comme le montre le dernier rapport du Giec. C'est un scénario exigeant mais réalisable», rappelle de son côté Jean Jouzel. Une conclusion qui arrive à point nommé, à la veille du début de l'examen du PLTE [par la commission spéciale de l'Assemblée nationale](#).

[1] Giec: Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat